

# Budget espagnol : Sánchez scelle un virage social avec Podemos

lesechos.fr/monde/europe/0302396048339-budget-espagnol-sanchez-scelle-un-virage-social-avec-podemos-2212874.php

Cécile Thibaud, *Les Echos*, 11 octobre 2018

**Les Echos**.fr

Le projet de budget sur lequel sont tombés d'accord, jeudi, le gouvernement espagnol du socialiste Sanchez et le parti Podemos marque un virage social affirmé. - SIPA/Ricardo Rubio

## Le gouvernement financera ses nouvelles mesures en relevant l'impôt sur les plus hauts revenus et sur les bénéficiaires des grandes entreprises. La droite fustige un budget non crédible.

La route est dégagée pour le budget espagnol. Le gouvernement de Pedro Sánchez a scellé jeudi matin un accord avec Podemos, son principal allié parlementaire, traçant les grandes lignes du document qui sera envoyé lundi à Bruxelles. Mais il lui faudra ensuite trouver d'autres appuis pour compléter sa majorité parlementaire et faire approuver sa loi de finances 2019.

« *Il s'agit d'un budget pour un projet social* », qui va permettre de « *récupérer les droits qui avaient été altérés par la crise* », a affirmé la ministre des Finances, Maria Jesus Montero, en présentant les points clefs du futur budget. Sans donner pour l'instant les détails de l'enveloppe globale, elle réaffirme l'intention de Madrid de respecter l'objectif de déficit, fixé à 1,8 % de PIB l'an prochain.

### Hausse du salaire minimum de 22 %

Le document sur lequel l'exécutif socialiste et Podemos se sont mis d'accord marque un virage social affirmé, avec comme point fort l'augmentation du salaire minimum de 22 %, pour le faire passer de 735 euros sur 14 mois actuellement, à 900 euros en 2019, ainsi qu'une série de mesures en faveur des revenus les plus bas, financées par une hausse de la fiscalité pour les gros contribuables et les grandes entreprises.

Côté recettes, le projet de budget 2019 va ainsi inclure une hausse d'impôt de 2 % pour les revenus supérieurs à 130.000 euros annuels et de 4 % à partir de 300.000 euros, ainsi qu'un relèvement de 2,5 % à 3,5 % de l'impôt sur les patrimoines supérieurs à 10 millions d'euros. La fiscalité des sociétés change, avec un plancher relevé à 15 % pour les grandes entreprises et à 18 % pour les banques et les compagnies pétrolières, ainsi qu'une taxation de 5 % sur les bénéfices des filiales à l'étranger. Viennent s'ajouter de nouveaux impôts sur les transactions financières, sur le commerce digital et sur les bénéfices sur les sociétés d'investissements immobiliers (Socimis). Les taxes baisseront en revanche, de 25 % à 23 %, pour les PME.

## Nombreuses mesures sociales

---

Ces nouvelles règles fiscales seront destinées à financer une palette de mesures sociales, dont une hausse de 3 % des pensions les plus basses en 2019, soit un coût de 384 millions d'euros pour l'Etat. Le gouvernement annonce aussi une augmentation de l'enveloppe pour l'aide à la dépendance de 40 %, soit 515 millions d'euros, des dépenses en matière d'éducation (600 millions) et de recherche et développement (350 millions) ainsi que 300 millions pour garantir l'accès de tous les 0-3 ans en crèche. Il amorce parallèlement la mise en marche d'une égalisation progressive des congés de paternité et de maternité. Le congé paternité passera de cinq semaines actuelles à huit en 2019 et atteindra seize semaines en 2021, soit la même durée que le congé maternité. Le coût de la mesure est chiffré à 300 millions d'euros en 2019.

Du côté de l'opposition, le projet a été accueilli avec incrédulité, qualifié de « *budget suicide* » par le parti populaire et de « *lettre au Père Noël* » par Ciudadanos. C'est du côté des partis nationalistes et des indépendantistes catalans que le gouvernement devra chercher les appuis nécessaires pour faire voter son budget.

Cécile Thibaud

Correspondante à Madrid